

intervention

les élus du groupe

SOCIALISTE_
_DEMOCRATE
ÉCOLOGISTE_
_APPARENTES

Auvergne-Rhône-Alpes

SESSION du 22 septembre 2016
Marie-Hélène RIAMON – au nom du groupe
socialiste, démocrate, écologiste et apparentés

PARTENARIAT AVEC LA FEDERATION REGIONALE DES CHASSEURS

Monsieur le Président,
Monsieur le Vice-président,
Mes chers collègues,

Nous sommes tous restés pantois lorsqu'en commission « Environnement » la semaine dernière, votre Vice-président Philippe MEUNIER s'est présenté devant nous la fleur au fusil pour nous expliquer avec une certaine véhémence les raisons de ce partenariat. Non, Monsieur MEUNIER, Ces dernières années, la Région n'a pas oublié d'accompagner les fédérations de chasse. Nous les connaissons bien les chasseurs et nous les avons rencontrés à leur demande autant de fois que nécessaire. Ils effectuent une mission de service public indéniable fixée par la Loi. Nous avons financé leurs actions lorsqu'elles-s'inscrivaient dans le cadre des dispositifs et des objectifs que nous soutenions. Opposer les chasseurs aux associations environnementales tel que vous le faites est une erreur. Pour reprendre vos mots Monsieur MEUNIER, il n'y a pas « les sachant et les sans-dent », mais des organismes complémentaires qui peuvent et savent travailler ensemble. Vous nous avez parlé de rattrapage de subvention, mais de quoi parle-t-on ? 3 millions d'euros ! Avec cette délibération, vous multipliez par 40 la somme versée à la FRC qui bénéficie déjà de par la loi des recettes conséquentes de la taxe parafiscale sur les permis de chasse. Qu'est-ce qui justifie un traitement aussi déséquilibré ? (Ce n'est plus un rattrapage c'est un coup de fusil !)

Sur le fonds, cette délibération est totalement incohérente avec la politique qui est la vôtre depuis le début de ce mandat. Vous supprimez les Conventions Pluriannuelles d'Objectifs dans

toutes les délégations, pas seulement en environnement, mais vous en proposez une et une seule pour les chasseurs. Vous faites la chasse aux dépenses de fonctionnement mais vous nous proposez une convention dont les fiches actions relèvent quasiment en totalité du fonctionnement. Vous supprimez des postes à la Région et vos décisions entraînent la disparition de plus de 500 emplois dans les organismes de formation et là, vous créez un poste de lobbyiste pro-chasse à temps plein à hauteur de 60 000 euros ! Vous nous parlez de préservation des espèces, d'éducation à l'environnement, de gestion des trames vertes et bleues mais vous coupez les vivres aux associations qui le faisaient fort bien. Vraiment, Monsieur Wauquiez, rien ne tient debout dans cette délibération.

Tout à l'heure, vous allez nous présenter une charte éthique dans laquelle vous demandez aux élus d'avoir une attitude exemplaire, d'octroyer des subventions transparentes et de prévenir tout conflit d'intérêt. C'est l'éthique sûrement qui a autorisé Philippe MEUNIER à présenter sa délibération en commission en tant que « membre de la société de chasse de Meyzieu » !

Et nous avons bien failli nous étouffer en découvrant quelques pages plus tard cette convention dans laquelle vous n'hésitez pas à vous offrir, pèle mèle, deux droits de chasse permanents et un droit de tirage illimité pour tous les élus aux frais du contribuable, sans oublier bien sûr le siphonage des fichiers des adhérents de la FRC. Exiger l'exemplarité des élus et dans le même temps vous offrir des chasses présidentielles, c'est mentir à nos concitoyens et c'est ce qui justifie une fois de plus leur rejet des politiciens...

Monsieur le Président, dans la forme comme dans le fond, nous n'admettons pas que nous soit soumis ce genre de délibération. Nous sommes même persuadés que les chasseurs n'ont rien demandé de tel. Les actions des chasseurs en faveur de la protection des espèces comme les actions des pêcheurs, ont leur place au sein de nos politiques régionales. Mais pas de cette manière. Derrière ce partenariat avec la FRC, nous n'y voyons que du clientélisme de votre part. C'est regrettable pour l'image de région, c'est regrettable pour l'action publique, c'est regrettable pour la dignité des élus que nous sommes. Nous ne participerons pas à cette mascarade.